M. Korchinski: Puis-je demander au premier ministre suppléant quels sont ceux qui proposent de dépenser 50 millions de dollars pour promener les jeunes du pays en autobus au lieu de leur offrir des emplois?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Comme je l'ai déjà dit, ce ne sont là que des conjectures. J'espère que le député ne les répétera plus.

Des voix: Oh, oh!

LES PÊCHES

LAC ÉRIÉ—LE DÉDOMMAGEMENT DES PÊCHEURS LÉSÉS PAR L'HYDRARGYRISME

M. William Knowles (Norfolk-Haldimand): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Pêches et des Forêts. Étant donné que les pêcheurs du lac Érié ont subi des pertes considérables en raison de la pollution de l'eau par le mercure, ils éprouvent naturellement de graves difficultés financières en attendant les prêts consentis par le gouvernement. Le ministre voudrait-il s'assurer si le comité mixte chargé de s'occuper des prêts a expédié les chèques aux intéressés?

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches et Forêts): Je vais certes vérifier cela. Je dois signaler que le comité est présidé par un haut fonctionnaire de la province d'Ontario.

QUESTIONS OUVRIÈRES

LES CONDITIONS DE TRAVAIL ARBITRAIRES DE LA FRANK HILL LIMITED—LE CAS DES OUVRIERS LICENCIÉS

M. Leonard Hopkins (Renfrew-Nord): Ma question s'adresse au ministre du Travail mais, en son absence, je la poserai à son secrétaire parlementaire. Le ministre voudrait-il faire enquêter sur les conditions de travail injustes et arbitraires dûment signalées qui ont cours chez Frank Hill Limited, entrepreneur de peinture à Brantford dans l'Ontario, lequel exécute actuellement un contrat de construction pour la Défense aux termes duquel il doit peindre 300 logements pour militaires mariés à la base des forces canadiennes de Petawawa. Voudrait-il en même temps songer à utiliser ses bons offices pour faire réintégrer dans leur emploi les ouvriers qui ont été licenciés ce matin parce qu'ils avaient eu le courage de signer une déclaration écrite mettant en évidence ces pratiques douteuses?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Il s'agit plus ici d'une revendication que d'une question. Le député devra présumer qu'on en tiendra compte.

LES TRANSPORTS AÉRIENS

LES AFFRÈTEMENTS—LA DÉCISION DE LA CCT AU SUJET DE LA WARDAIR

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Ma question s'adresse au ministre des Transports. Au début de la

semaine dernière, le député de Crowfoot et moi-même lui avons posé des questions au sujet de la décision de la CCT relative à la Wardair et, sauf erreur, un appel a été présenté au ministre à cet égard. Peut-il nous dire quand il rendra une décision ou quelle est la situation exacte pour ce qui est de la Wardair?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Contrairement aux nouvelles parues dans la presse, je n'ai été saisi d'aucun appel en bonne et due forme jusqu'ici. J'ai appris officieusement que les directeurs de la société cherchaient des moyens de satisfaire aux exigences de l'ordonnance de la CCT. D'après mes plus récentes informations, ils obtiendraient un certain succès dans ce sens, mais aucun appel ne m'a été présenté.

L'AGRICULTURE

L'ÉLIMINATION DE L'ODEUR DES FOSSES À PURIN

M. R. E. McKinley (Huron): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre de l'Agriculture, car je n'aime pas qu'il passe inaperçu. Il s'agit des odeurs qui se dégagent des fosses à purin. C'est un problème très grave. Le ministre fait-il entreprendre des recherches dans son ministère en vue de trouver un produit chimique quelconque à utiliser dans les fosses pour atténuer ces odeurs?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. La question du député devrait être inscrite au Feuilleton.

[Plus tard]

M. McKinley: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Ma question est très importante. Elle exige qu'on y accorde une attention immédiate et je me demande si l'on permettrait au ministre de tirer la chose au clair.

M. l'Orateur: A l'ordre.

L'INDUSTRIE

L'AUTOMOBILE—LES NÉGOCIATIONS EN VUE DE L'ACCORD CANADO-AMÉRICAIN

M. J. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce. A cause du climat d'incertitude qui règne dans le secteur de l'industrie automobile, le ministre pourrait-il dire à la Chambre quand il pourra faire une déclaration sur les progrès des négociations actuellement en cours entre les gouvernements du Canada et des États-Unis concernant l'accord canado-américain sur l'automobile?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, je ferai savoir à la Chambre quand je serai prêt à la renseigner, lorsqu'une telle déclaration sera nécessaire.